

**BULLETIN SEMESTRIEL D'INFORMATIONS  
SUR LE MARCHE DU TRAVAIL**

PREMIER SEMESTRE 2016

# Sommaire

Listes des graphiques.....	3
Liste des tableaux.....	4
Sigles et abréviations.....	5
Avant-propos.....	6
Chapitre 1 : Demandes et offres d'emplois.....	7
1. Demandes d'emploi enregistrées.....	8
2. Offres reçues et placements effectués.....	9
Chapitre 2 : Politiques actives du marché du travail.....	11
1. Programme AIDE.....	12
2. Agence nationale du volontariat au Togo.....	12
3. Accompagnement entrepreneurial de l'ANPE.....	14
4. Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes.....	15
5. Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF).....	18
Chapitre 3 : Formation et marché du travail.....	20
1. Enseignement technique et formation professionnelle.....	21
2. Enseignement supérieur public.....	22
3. Renforcement des capacités.....	23
CHAPITRE 4 : Relations de travail et Sécurité sociale.....	24
CHAPITRE 5 : Indicateurs socioéconomiques.....	30
1. Prix moyens des produits de première nécessité.....	31
2. Taux d'inflation mensuel.....	32
3. Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC).....	33
4. Création d'entreprises.....	34
ANNEXES.....	36

# Listes des graphiques

Graphique 1 : Répartition des DE inscrits par sexe au cours du 1er semestre 2016 .....	8
Graphique 2 : Répartition des DE par niveau d’instruction au cours du semestre .....	9
Graphique 3: Placements selon la qualification socio professionnelle.....	10
Graphique 4 : Répartition des candidats enregistrés suivant le sexe et l’âge au premier semestre 2016 .....	13
Graphique 5: Répartition des offres de postes de volontaires et des structures ayant offert ces postes selon la région au premier semestre 2016 .....	13
Graphique 6 : Répartition des jeunes inscrits selon le niveau d’instruction et le sexe au cours du premier semestre 2016.....	16
Graphique 7 : Répartition des jeunes formés en technique de création et de gestion de micro entreprise par le FAIEJ selon le niveau d’instruction de janvier à juin 2016 .....	17
Graphique 8: Nombre de projets enregistrés par le FAIEJ selon la branche d’activités de janvier à juin 2016.....	17
Graphique 9 : Répartition des élèves inscrits dans l’ETFP par sexe au cours de l’année scolaire 2015/2016.....	21
Graphique 10 : Répartition par région des élèves inscrits dans l’ETFP au cours de l’année scolaire 2015/2016.....	22
Graphique 11: Répartition des étudiants inscrits à l’UK par établissement au cours de l’année académique 2015-2016.....	23
Graphique 12 : Evolution du taux d’inflation de janvier à juin 2016.....	33
Graphique 13 : Evolution de l’IHPC de janvier à juin 2016.....	33
Graphique 14 : Répartition des entreprises créées de janvier à juin 2016 selon la région d’implantation du siège.....	34
Graphique 15 : Répartition des entreprises créées selon l’espace de provenance du promoteur .....	34
Graphique 16 : Répartition des entreprises créées selon la forme juridique de janvier à juin 2016.....	35
Graphique 17 : Répartition des entreprises créées selon le secteur d’activités de janvier à juin 2016..	35

# Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition des offres d'emploi enregistrées par type de contrat selon les bureaux de placements .....	9
Tableau 2 : Répartition des offres d'emploi enregistrées selon le niveau d'instruction de janvier à juin 2016.....	10
Tableau 3 : Répartition des jeunes selon la localité et le type d'accompagnement de janvier à juin 2016 .....	14
Tableau 4 : Répartition des jeunes inscrits au FAIEJ selon le sexe et les groupes d'âges au cours du premier semestre 2016.....	15
Tableau 5 : Nombre de jeunes formés en technique de création et de gestion de micro entreprise par le FAIEJ selon le groupe d'âge et le sexe de janvier à juin 2016 .....	16
Tableau 6 : Répartition des projets enregistrés par l'ANPGF selon le niveau d'instruction et le sexe du promoteur de janvier à juin 2016.....	18
Tableau 7 : Répartition des inspecteurs du travail et des lois sociales enregistrés au 31 décembre 2015 par région et par sexe.....	25
Tableau 8 : Répartition des contrats de travail visés par région de janvier à juin 2016 .....	26
Tableau 9: Répartition des contrats de travail d'expatriés visés de janvier à juin 2016 selon la zone de provenance.....	26
Tableau 10: Situation du traitement de conflits employeurs/travailleurs par région de janvier à juin 2016.....	26
Tableau 11 : Répartition des licenciements enregistrés selon la branche d'activités et le sexe de janvier à juin 2016.....	27
Tableau 12 : Répartition des licenciements enregistrés par région et par sexe de janvier à juin 2016 .	28
Tableau 13: Répartition des licenciements enregistrés selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe de janvier à juin 2016 .....	28
Tableau 14: Répartition de licenciements enregistrés selon le motif et le sexe de janvier à juin 2016	29
Tableau 15 : Evolution des prix moyens de certains biens essentiels de Janvier à juin 2016 à Lomé (en FCFA).....	32

## Sigles et abréviations

AIDE	Appui à l’insertion et au développement de l’embauche
ANPE	Agence nationale pour l’emploi
ANPGF	Agence nationale de promotion et de garantie de financement
ANVT	Agence nationale du volontariat au Togo
BEP	Brevet d’études professionnelles
BIMT	Bulletin d’informations sur le marché du travail
BTP	Bâtiments et travaux publics
BTS	Brevet de technicien supérieur
CAP	Certificat d’aptitude professionnelle
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CFE	Centre de formalité des entreprises
DACE	Département d’appui à la création d’entreprise
DE	Demandeur d’emploi
DEUG	Diplôme d’études universitaires générales
DGT	Direction générale du travail
DOE	Département de l’observatoire de l’emploi
DUT	Diplôme universitaire de technologie
FAIEJ	Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes
FLESH	Faculté des lettres et sciences humaines
FNAFPP	Fonds national d’apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels
FSS	Faculté des Sciences de la Santé
GIZ	Coopération allemande
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
INSEED	Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
MDBAJEJ	Ministère du développement à la base, de l’artisanat, de la jeunesse et de l’emploi des jeunes
METFP	Ministère chargé de l’Enseignement Technique et de la Formation
MT	Marché du travail
PNPER	Projet national de promotion de l’entrepreneuriat rural
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UK	Université de Kara
UL	Université de Lomé

# Avant-propos

Le Bulletin d'informations sur le marché du travail (BIMT) présente des informations semestrielles sur la situation de l'emploi et la formation permettant une bonne connaissance du marché du travail. Il est élaboré par l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) par le biais du Département de l'observatoire de l'emploi (DOE) à partir des données collectées auprès des structures, actrices du marché du travail (MT).

Pour ce semestre, les informations publiées proviennent de l'ANPE, des agences privées de placement, de l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF), du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), de l'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT), du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP), de la Direction générale du travail (DGT), des organisations patronales et de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED).

Ce numéro du BIMT est le neuvième et concerne le premier semestre de l'année 2016.

L'ANPE invite les lecteurs à s'approprier les informations contenues dans ce bulletin pour une meilleure prise de décisions et d'orientation sur le marché du travail. Elle remercie toutes les bonnes volontés qui ont œuvré pour sa production.

*Le Directeur général*

# **Chapitre 1 : Demandes et offres d'emplois**

Dans le présent numéro, les demandes d'emploi traitées sont celles enregistrées exclusivement à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) au cours du premier semestre de l'année 2016. En revanche, les offres d'emploi émanent de l'ANPE et des bureaux privés de placement. Seuls, trois (03) bureaux privés de placement ont répondu aux sollicitations de la DOE pour la rédaction de ce bulletin d'information.

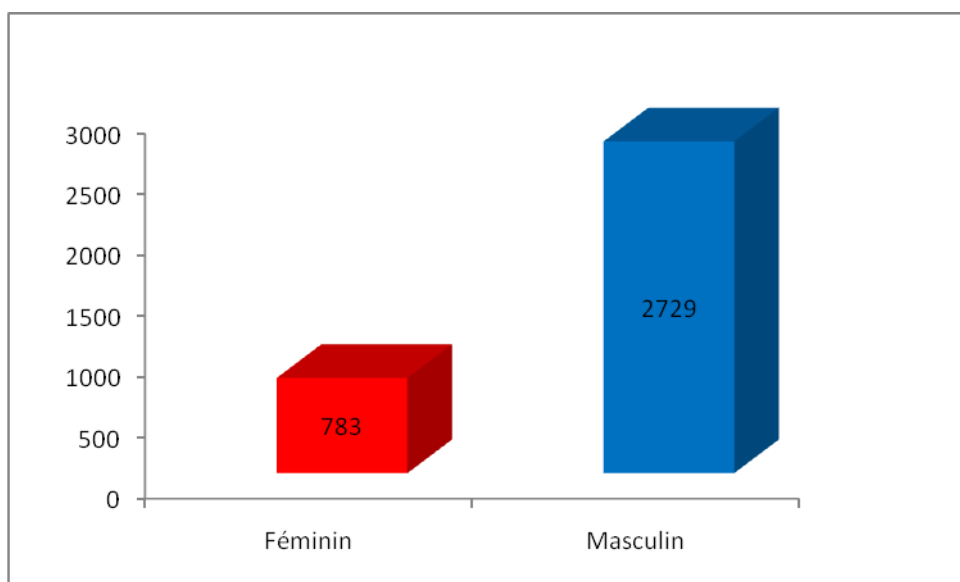
### 1. Demandes d'emploi enregistrées

Cette partie traite des caractéristiques des DE enregistrés à l'ANPE. Il s'agit principalement de la répartition des DE par sexe et par niveau d'instruction.

- **Sexe des DE**

Au premier semestre 2016, l'ANPE a enregistré 3 512 demandeurs d'emploi (DE) dont 22,3% de femmes.

**Graphique 1 : Répartition des DE inscrits par sexe au cours du 1er semestre 2016**



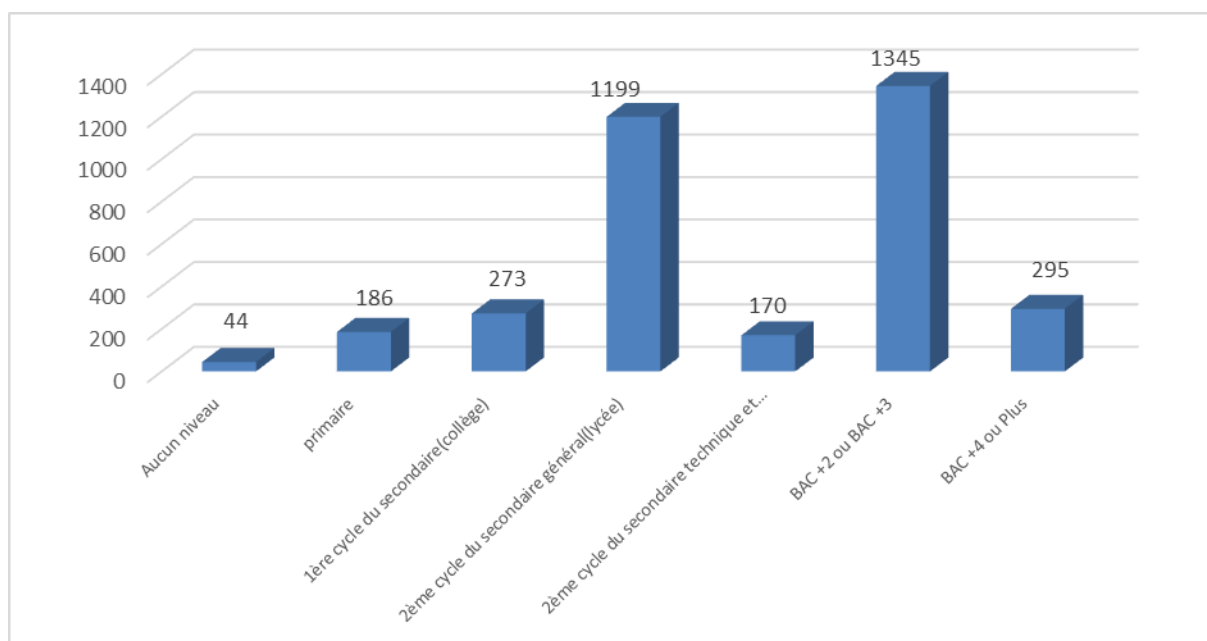
Source : ANPE, calculs DOE

- **Niveau d'instruction des DE**

Les DE enregistrés à l'ANPE au cours de la période, ont majoritairement un niveau d'instruction au moins égal au baccalauréat (2839 DE, soit 80,8%). Les moins représentés sont ceux qui n'ont aucun niveau (44). Cela pourrait s'expliquer par le manque d'intérêt des moins instruits au service public d'emploi (ANPE) ou encore par la méconnaissance de l'ANPE et de ses offres de service. Les diplômés les plus représentés sont ceux de BAC+2/3 suivis de ceux du second cycle du secondaire général (1345 DE).



**Graphique 2 : Répartition des DE par niveau d’instruction au cours du semestre**



Source : ANPE, calculs DOE

## 2. Offres reçues et placements effectués

Au premier semestre 2016, l’intermédiation sur le marché du travail a permis de recueillir au total 476 offres d’emploi dont seulement 7,4% dans les bureaux privés de placement.

Selon le type de contrat, les bureaux privés de placement ont enregistré des offres d’emploi exclusivement à durée indéterminée (35) représentant 7,4% des offres totales. L’ANPE a, en revanche, enregistré 376 offres d’emploi à durée déterminée sur la période, soit 79,0% des offres totales.

**Tableau 1 : Répartition des offres d’emploi enregistrées par type de contrat selon les bureaux de placements**

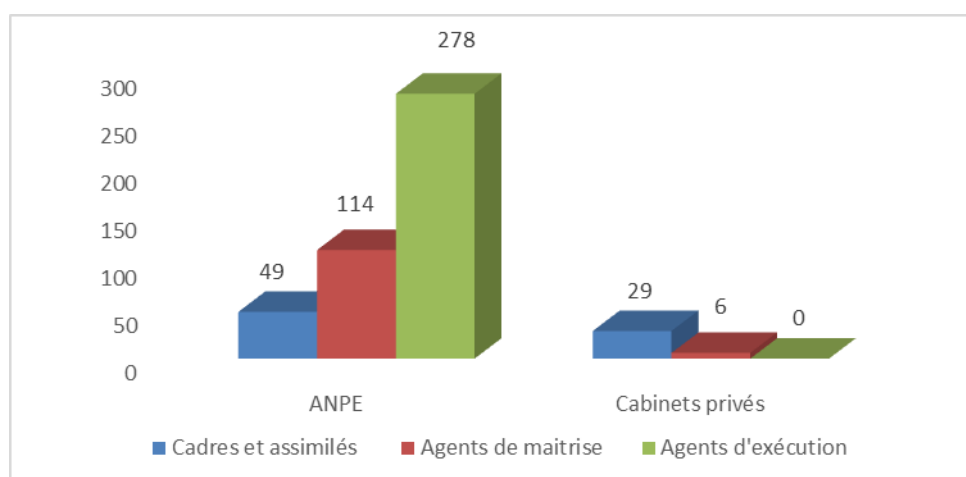
Type de contrat	ANPE	Cabinets privés	Total
<b>CDD</b>	376	0	376
<b>CDI</b>	65	35	100
<b>Total</b>	<b>441</b>	<b>35</b>	<b>476</b>

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

- **L’offre selon la qualification socioprofessionnelle du DE**

Au niveau de l’ANPE, sur 441 postes enregistrés, la majorité concerne les agents d’exécution (278), suivis des agents de maîtrise (114). Par contre, les bureaux privés de placement ont plus recruté les cadres et assimilés (29) pour les entreprises sur les 35 postes enregistrés.

**Graphique 3: Placements selon la qualification socio professionnelle**



Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

- **L'offre selon le niveau d'instruction du DE**

Les offres d'emploi enregistrées à l'ANPE ont requis majoritairement un niveau du deuxième cycle du secondaire technique et professionnel (278) suivi d'un niveau universitaire de BAC+2/3. Les bureaux privés de placement ont plus, quant à eux, enregistré 29 offres d'emploi de niveau BAC+4 ou plus sur 35 au total.

**Tableau 2 : Répartition des offres d'emploi enregistrées selon le niveau d'instruction de janvier à juin 2016**

Niveau d'instruction	ANPE	Cabinets privés
Aucun niveau	0	0
Primaire	0	0
Premier cycle du secondaire (Collège)	0	0
Deuxième cycle du secondaire général (Lycée)	0	0
Deuxième cycle du secondaire technique et professionnel	278	0
Bac +2 ou bac +3	114	6
Bac +4 ou plus	49	29
<b>Total</b>	<b>441</b>	<b>35</b>

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

## **Chapitre 2 : Politiques actives du marché du travail**

Ce chapitre présente les différents mécanismes mis en place par le Gouvernement pour faciliter l'insertion socio professionnelle des demandeurs d'emploi.

### 1. Programme AIDE

Le programme d'Appui à l'insertion et au développement de l'embauche (AIDE), piloté par l'ANPE, consiste à offrir aux primo demandeurs d'emploi, un stage dans une entreprise privée ou para publique pour une durée de 6 mois renouvelable une seule fois. Il vise les jeunes togolais des deux sexes âgés de 18 à 40 ans et leur permet d'améliorer leur employabilité en vue d'être plus compétitifs sur le marché de l'emploi à travers l'expérience professionnelle acquise.

De janvier à juin 2016, il a été enregistré 2 956 candidatures sur le programme AIDE dont 700 de sexe féminin. Au cours de la même période, 197 stages ont été offerts à la demande de 56 entreprises.

Sur les candidats placés au cours de cette période, 51% sont des hommes. Les candidats ayant des formations de spécialités Sciences économiques et de gestion (25%), Lettres et sciences humaines (23%), Commerce (19%) et Banque-finances-assurances (7%) ont été les plus sollicités.

Selon le diplôme obtenu, les titulaires de BAC ou équivalent (37 %) ont été plus placés sur le programme suivis de ceux ayant une licence (31%). Par contre les titulaires d'un BAC+4 ou plus ont été les moins placés (7%).

### 2. Agence nationale du volontariat au Togo

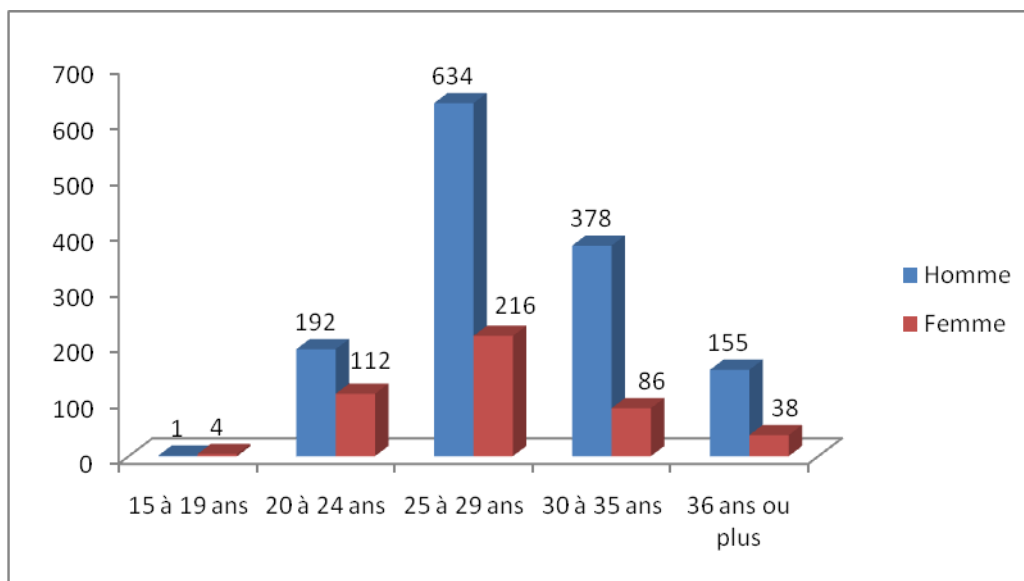
L'ANVT a pour mission de valoriser les ressources humaines à travers le volontariat et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres par la mise à disposition des compétences nationales.

- **Candidatures enregistrées suivant le sexe et la tranche d'âge**

Au cours du premier semestre 2016, l'ANVT a enregistré 1 816 demandes dont 25% de candidatures féminines.

La tranche d'âge 25-29 ans est la plus représentée avec un effectif de 850 candidats dont 25% de femmes. Il est également enregistré un effectif de 464 candidats dont l'âge est compris entre 30 et 35 ans. Ceux de la tranche 20-24 ans sont au nombre de 304. Par contre la tranche 15-19 ans ne compte que 5 candidatures. Le graphique ci-dessous montre la répartition par sexe et par tranche d'âge.

**Graphique 4 : Répartition des candidats enregistrés suivant le sexe et l'âge au premier semestre 2016**

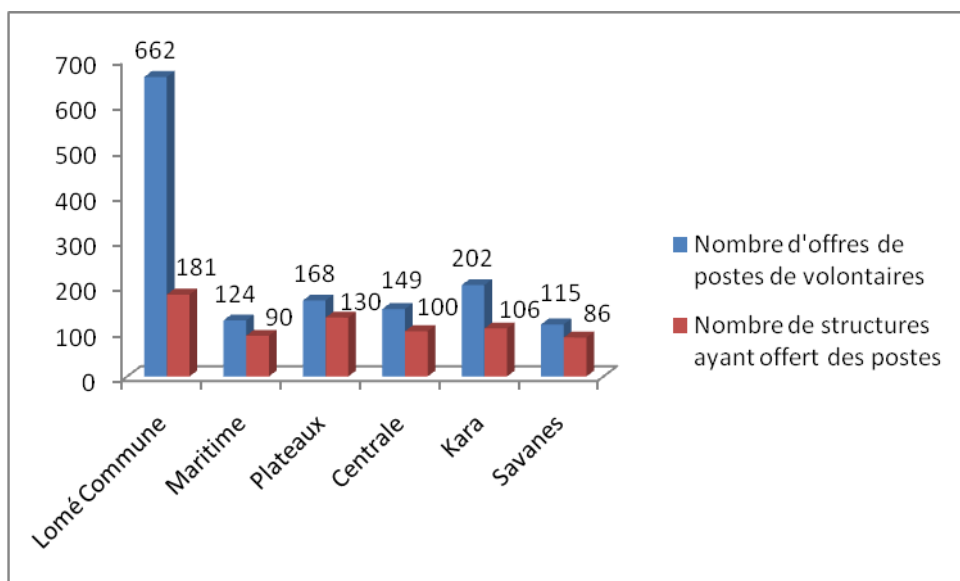


Source : ANVT, calculs DOE

- **Offres de stages selon la localité**

Au cours de la période, 693 structures ont exprimé des besoins estimés à 1420 postes de stage. La répartition régionale révèle que Lomé-commune a enregistré 662 offres à la demande de 181 structures, soit 47% du total des offres, suivies de la Kara, 14% à la demande de 106 structures. La région des savanes a enregistré moins de candidature, 8% pour 86 structures ayant offert des postes.

**Graphique 5: Répartition des offres de postes de volontaires et des structures ayant offert ces postes selon la région au premier semestre 2016**



Source : ANVT, calculs DOE

- **Offres de stage enregistrées selon les diplômes**

La répartition suivant le diplôme montre que la plupart des demandes reçues concernent les candidatures du niveau BAC+3 (807) suivies de celles du niveau maîtrise (319) et celles du niveau BT/BAC ou équivalent (113). Les candidatures les moins représentées sont celles du niveau DUT (03).

### 3. Accompagnement entrepreneurial de l'ANPE

L'une des missions assignées à l'ANPE est l'accompagnement entrepreneurial des demandeurs d'emploi. A cet effet, le Département d'appui à la création d'entreprise (DACE) de l'ANPE s'occupe de toutes les activités ayant trait aux renforcements des capacités entrepreneuriales à travers les formations, l'accompagnement à la rédaction des plans d'affaires, l'appui-conseils et l'appui à la recherche de financement.

Au cours du premier semestre 2016, le DACE a sensibilisé 58 jeunes sur l'éveil à l'esprit entrepreneurial et en a formé 336 dont 92 femmes en création et gestion d'une micro entreprise. Sur les 336 formés, 70 l'ont été sur sollicitation du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), 113 à la demande du projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER) du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique et 153 sur sollicitation de la coopération allemande (GIZ).

Parmi les formés en création de la micro entreprise, 168 ont été suivis à la rédaction du plan d'affaires. Ainsi, 119 plans d'affaires ont été finalisés et 15 étaient en cours.

Le tableau ci-dessous montre la répartition par région et par type d'accompagnement.

**Tableau 3 : Répartition des jeunes selon la localité et le type d'accompagnement de janvier à juin 2016**

Localités	Bénéficiaires		Accompagnement à la finalisation de plan d'affaires			
	Sensibilisés	Formés	Suivis	Finalisés	En cours	Abandon
<i>Savanes</i>	0	0	19	19	0	0
<i>Kara</i>	0	91	65	30	15	20
<i>Centrale</i>	0	24	19	15	0	4
<i>Plateaux</i>	44	115	46	37	0	9
<i>Maritime</i>	0	95	19	18	0	1
<i>Lomé</i>	14	11	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>58</b>	<b>336</b>	<b>168</b>	<b>119</b>	<b>15</b>	<b>34</b>

Source : ANPE/DACE.

L'écart entre le nombre de sensibilisés et de formés s'explique par le fait que la plupart des formés l'ont été sur sollicitation des principaux partenaires de l'ANPE.

Pour le compte du PNPER et de la GIZ, respectivement 98 et 21 plans d'affaires ont été finalisés.

#### 4. Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes

Le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), comme son nom l'indique est un dispositif mis en place par le Gouvernement depuis 2013 pour accompagner les jeunes porteurs de projets d'entreprises (auto-emploi) de la tranche 18-35 ans. Cette partie va présenter les caractérisations des inscrits et des projets enregistrés.

- **Caractérisation des jeunes inscrits**

Au cours du premier semestre 2016, le FAIEJ a inscrit 554 jeunes dont 16,2% de femmes.

Par ailleurs, les jeunes de 26-30 ans se sont plus inscrits.. En effet, ils sont 228 jeunes représentant 41,1% de l'ensemble à être inscrits contre seulement 6 jeunes de 15 et 20 ans représentant 1,1%.

**Tableau 4 : Répartition des jeunes inscrits au FAIEJ selon le sexe et les groupes d'âges au cours du premier semestre 2016**

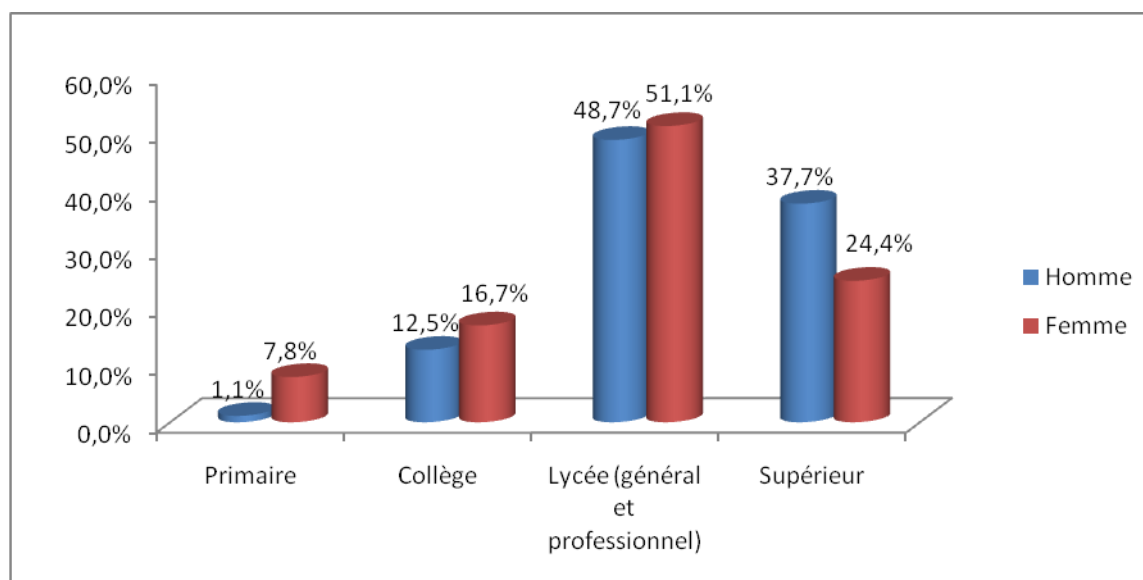
Groupe d'âges	Hommes	Femmes	Ensemble
15 à 20 ans	5	1	6
21 à 25 ans	113	21	134
26 à 30 ans	193	35	228
31 à 40 ans	153	33	186
<b>Total</b>	<b>464</b>	<b>90</b>	<b>554</b>

Source :FAIEJ, calculs DOE

Les jeunes les plus inscrits pour bénéficier des services du FAIEJ sont du secondaire second cycle (lycée) avec une proportion de 49,1% suivi de ceux de l'enseignement supérieur (35,6%). Par contre, très peu ont un niveau primaire (2,2%).

Selon le sexe, il est observé que la proportion des femmes ayant un niveau BAC ou plus est inférieure à celle des hommes. En effet, elle représente 24,4% chez les femmes contre 37,7% chez les hommes. Par contre, les autres niveaux d'instruction présentent des tendances contraires.

**Graphique 6 : Répartition des jeunes inscrits selon le niveau d'instruction et le sexe au cours du premier semestre 2016**



Source : FAIEJ, calculs DOE

Sur l'effectif des inscrits, 53,8% étaient en quête de leur premier emploi. En d'autres termes, cette proportion n'a aucune expérience professionnelle.

- **Formation des jeunes**

Sur le semestre, 997 jeunes de 18-35 ans ont suivi une formation en techniques de création et gestion d'une micro entreprise dont 128 jeunes femmes. Les jeunes qui ont suivi cette formation ont le plus souvent un âge compris entre 26-30 ans représentant 44,8% et ceux qui ont entre 31 et 40 ans, 31,2%.

**Tableau 5 : Nombre de jeunes formés en technique de création et de gestion de micro entreprise par le FAIEJ selon le groupe d'âge et le sexe de janvier à juin 2016**

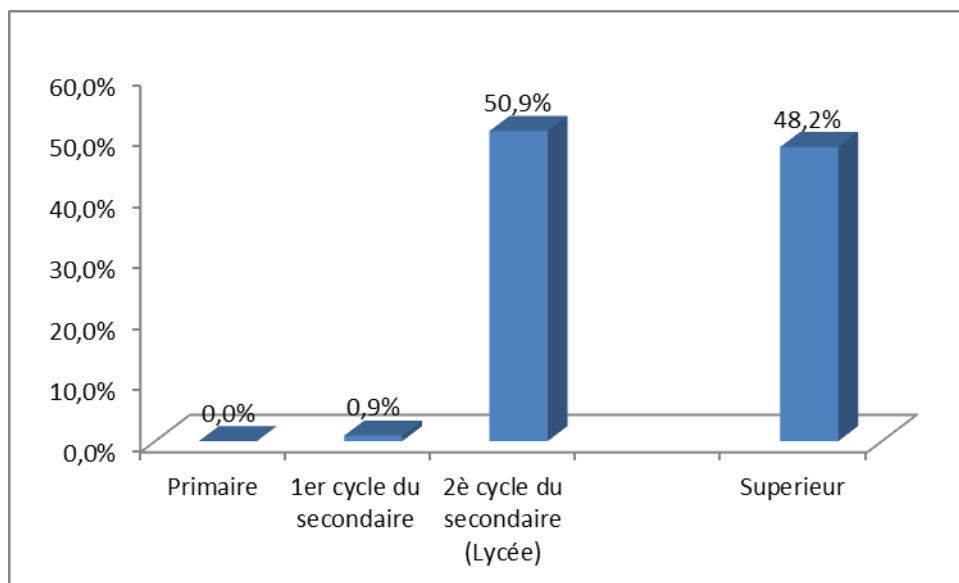
Groupe d'âges	Hommes	Femmes	Ensemble
15 à 20 ans	7	0	7
21 à 25 ans	192	40	232
26 à 30 ans	393	54	447
31 à 40 ans	277	34	311
<b>Total</b>	<b>869</b>	<b>128</b>	<b>997</b>

Source : FAIEJ, calculs DOE

Selon le niveau d'instruction de ces jeunes qui ont suivi une telle formation, 50,8% ont un niveau secondaire second cycle et 48,2%, un niveau universitaire.



**Graphique 7 : Répartition des jeunes formés en technique de création et de gestion de micro entreprise par le FAIEJ selon le niveau d’instruction de janvier à juin 2016**



Source :FAIEJ, et calculs DOE

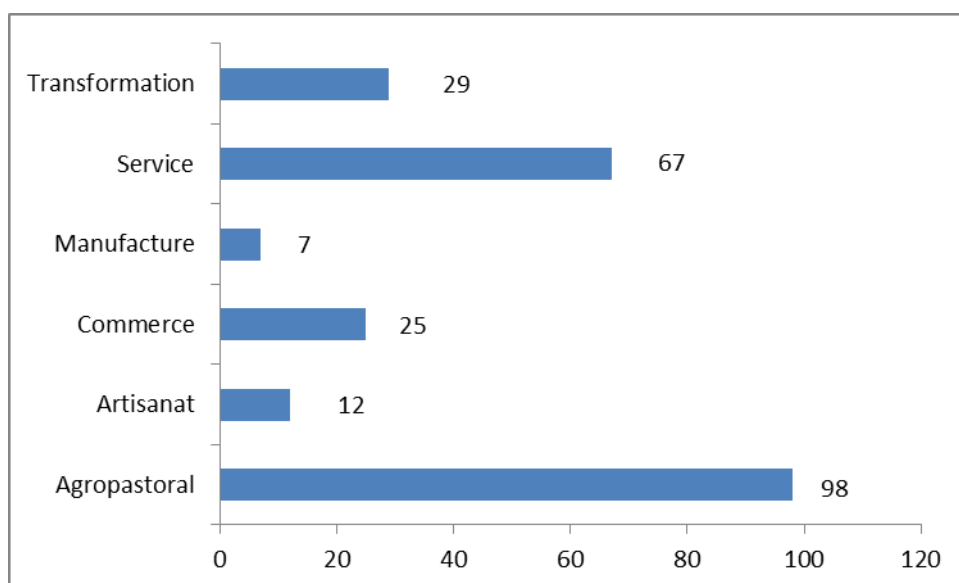
Parmi ces jeunes formés, la majorité (78,7%) est à la quête de leur premier emploi.

- **Caractérisation des projets**

Certains projets des jeunes ont été également enregistrés et d’autres financés au cours de la même période par le FAIEJ.

Ainsi, 238 projets ont été enregistrés avec une prédominance de projets dans le domaine agropastoral (98 projets) et de service (67 projets). Il est aussi enregistré des projets dans les domaines de la transformation (29 projets) et commercial (25 projets). Très peu sont dans le secteur des manufactures (7 projets).

**Graphique 8: Nombre de projets enregistrés par le FAIEJ selon la branche d’activités de janvier à juin 2016**



Source : FAIEJ, calculs DOE

Au cours de la période, sur 400 projets financés, 314 représentant 78,5% de l'ensemble ont un promoteur qui a un niveau BAC ou plus. De plus, les projets financés relèvent essentiellement du domaine agropastoral (210 projets), de service (88 projets) et de transformation (57 projets). Ils sont financés par 9 institutions financières dont 7 micro finances.

## 5. Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF)

Placée sous la tutelle du Ministère de l'économie et des finances, l'ANPGF est l'Agence dédiée à la promotion des PME/PMI. Elle a pour missions de contribuer à la résolution des problèmes d'accès au financement des entreprises nationales et de fournir une assistance aux PME/PMI en matière de renforcement des capacités des promoteurs.

A cet effet, elle finance des projets via les institutions de financement et garantit les concours bancaires octroyés aux PME/PMI.

De janvier à juin 2016, l'ANPGF a reçu 35 projets d'entreprises répartis en 9 branches d'activités : "Agriculture, chasse et sylviculture" (9), "Activités de fabrication" (9), "Transports, activités des auxiliaires de transport et communication" (4), "Construction" (3), "Hôtels et restaurants" (3), "Immobilier, location et services aux entreprises" (3), "Santé et action sociale" (2), "Activités extractives" (1), "Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques" (1).

Cette répartition révèle que les demandes proviennent de 35 personnes dont 29 hommes. Il est révélé que 9 d'entre eux ont un niveau BAC+2 ou 3 et 9 ont un BAC+4 ou plus.

**Tableau 6 : Répartition des projets enregistrés par l'ANPGF selon le niveau d'instruction et le sexe du promoteur de janvier à juin 2016**

N°	Niveau d'instruction	Hommes	Femmes	Ensemble
1	Aucun	0	0	0
2	Primaire	0	2	2
3	Premier cycle du secondaire (Collège)	4	0	4
4	Deuxième cycle du secondaire général (Lycée)	3	1	4
5	Deuxième cycle du secondaire technique et professionnel	2	0	2
6	Bac +2 ou Bac + 3	8	1	9
7	Bac + 4 ou Plus	8	1	9
8	Non déclaré	4	1	5
<b>Total</b>		<b>29</b>	<b>6</b>	<b>35</b>

Source : ANPGF, calcul DOE

Au cours de la période, l'ANPGF a garanti 3 projets d'entreprises dans les branches d'activités de "Fabrication", "Hôtels et restaurants" ainsi que dans "l'Immobilier, location et services aux entreprises". Dans le même temps, 05 projets ont été financés par l'Agence. Ils relèvent des domaines de l'"Agriculture, chasse et sylviculture", des "Activités de fabrication", des "Activités des auxiliaires de transport et communication", de "l'Immobilier, location et services aux entreprises", ainsi que des "activités à caractère collectif ou personnel".

Il est à signaler que les bénéficiaires des projets garantis ont un niveau BAC+2/3 (2) et un niveau premier cycle du secondaire (1). Parmi les projets financés au cours de la période, 2 viennent des promoteurs ayant un niveau BAC+2/3, un de niveau BAC+4 ou plus, un du premier cycle du secondaire et un autre du deuxième cycle du secondaire technique et professionnel.

Les porteurs des 3 projets garantis sont tous des hommes alors que seule une femme figure parmi les porteurs des 5 projets financés.

Au titre du renforcement des capacités des promoteurs d'entreprises, l'ANPGF a appuyé 392 promoteurs dont 32 femmes. Parmi ces renforcements de capacités, 2 volets font l'objet des prestations courantes de l'Agence. Il s'agit de l'Appui-conseil qui a concerné 69 bénéficiaires dont 6 femmes et de la formation en technique managériale des entreprises pour 323 personnes bénéficiaires dont 26 femmes.

# **Chapitre 3 : Formation et marché du travail**

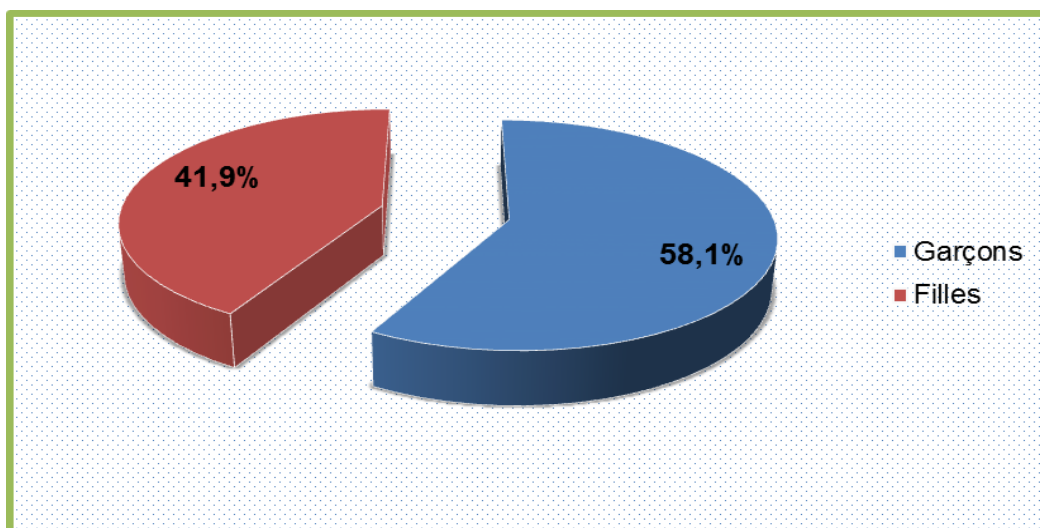
Ce chapitre est consacré à la présentation des statistiques du système d'enseignement technique et professionnel (ETFP), de l'Université de Kara (UK) et aux actions de renforcement des capacités des salariés grâce à l'appui du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP).

## 1. Enseignement technique et formation professionnelle

- **Analyse de l'offre et de la demande de formation**

Au premier semestre 2016, il est dénombré 217 établissements qui ont servi de cadre de formation à 41 893 apprenants dont 17 554 filles, soit 41,9%. Par rapport à la même période en 2015, on note une progression des effectifs de 14,3%.

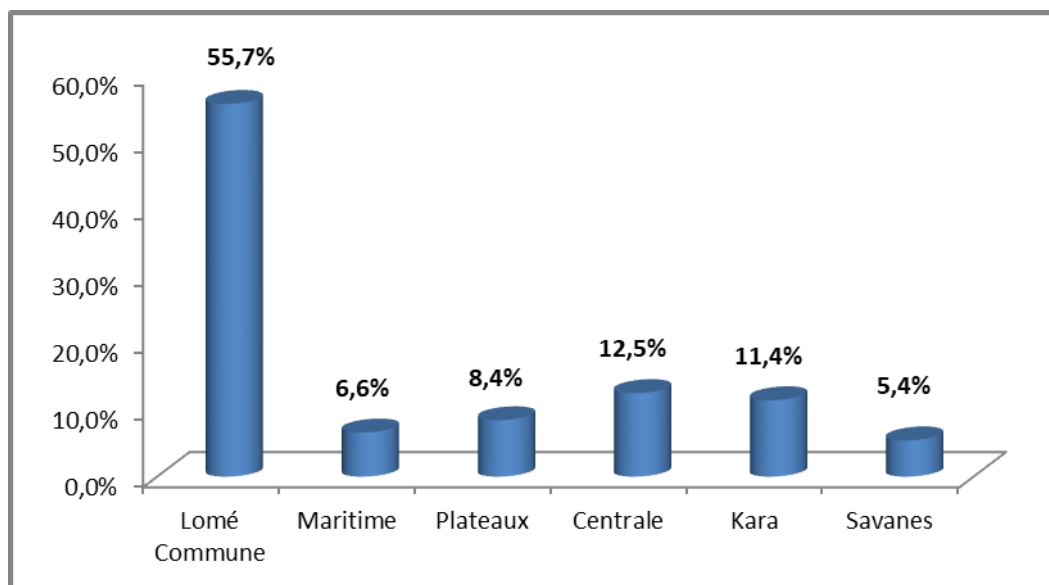
**Graphique 9 : Répartition des élèves inscrits dans l'ETFP par sexe au cours de l'année scolaire 2015/2016**



Source: Statistiques METFP, calculs DOE

Lorsqu'on considère la répartition géographique, on constate que 55,7% des apprenants se trouvent dans Lomé commune contre seulement 5,4% dans la région des Savanes (voir tableau 16 annexe).

**Graphique 10 : Répartition par région des élèves inscrits dans l'ETFP au cours de l'année scolaire 2015/2016**



Source: Statistiques METFP, calculs DOE

L'analyse des abandons montre que 5 485 apprenants ont abandonné leur formation au cours l'année scolaire 2015-2016. Les garçons ont plus abandonné leur formation (61,7%) que les filles. Par ailleurs, la plus grande proportion d'abandons (53,7%) a été enregistrée dans Lomé commune suivie de la région Centrale avec 14,7%. Par contre, la région des Savanes a connu moins d'abandons avec une proportion de 4,6% (voir tableau 17 en annexe).

- **Efficacité interne du système EFTP**

Au premier semestre 2016, seuls les examens du Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et du Brevet d'études professionnelles (BEP) ont été organisés par le ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

A l'examen du CAP, 1 814 candidats (dont 235 filles) ont été déclarés admis, sur 2 463 candidats présents (dont 297 filles), soit un taux de réussite de 73,7%. S'agissant de l'examen du BEP, il a été enregistré un taux de réussite de 23,9% sur un effectif de 117 candidats présents.

Par ailleurs, il a été dénombré 3 099 apprenants qui ont eu à redoubler une classe d'examen au cours de l'année scolaire 2015-2016 dans le système EFTP. Le redoublement a touché autant les garçons (50,2%) que les filles (49,8%). Lomé commune a enregistré 2 063 redoublants, soit 66,6% contre 112 redoublants dans la région des Savanes (voir tableau 18 en annexe).

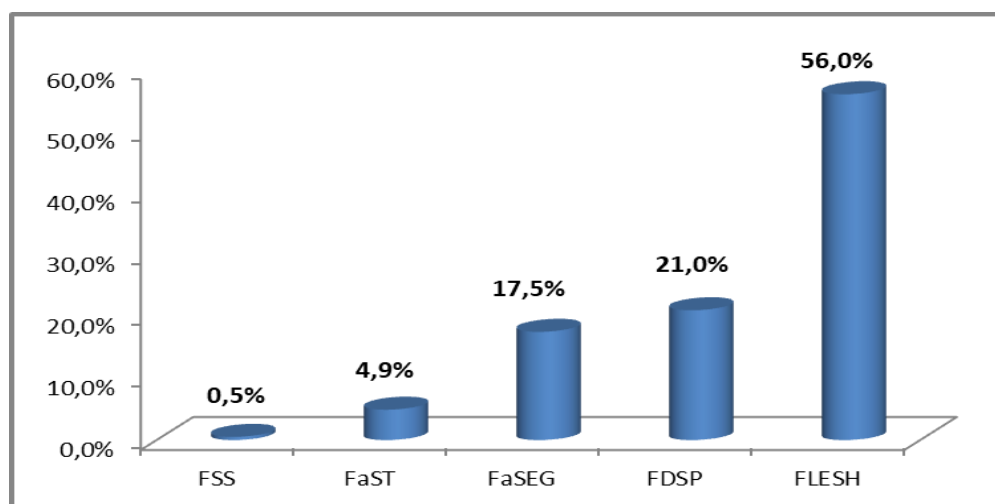
## **2. Enseignement supérieur public**

Les données traitées et analysées dans cette partie proviennent de l'Université de Kara (UK). Celles de l'Université de Lomé (UL) n'étaient pas encore disponibles.

A l'UK, au total 14 387 étudiants dont 3 535 filles, soit 24,6% se sont inscrits au cours de l'année académique 2015-2016 dans 33 filières. L'UK a enregistré 4 849 nouveaux inscrits. L'analyse des données par établissement montre que la Faculté des lettres et sciences humaines (FLESH) concentre 56,0% des effectifs des étudiants contre 0,5% pour la Faculté des sciences de la santé (FSS).

Par ailleurs, les résultats partiels indiquent que 2 116 étudiants ont obtenu leurs diplômes en 2015-2016.

**Graphique 11: Répartition des étudiants inscrits à l'UK par établissement au cours de l'année académique 2015-2016**



Source: Statistiques UK, calculs DOE

- **Corps enseignant**

L'encadrement pédagogique des étudiants a été assuré par 134 enseignants dont 11 femmes. La répartition des enseignants par grades académiques montre que les Assistants (37,3%) et Maîtres-Assistants (26,9%) sont plus nombreux comparativement aux Maîtres de conférences et aux Professeurs titulaires qui représentent respectivement 11,9%.et 4,5%. L'UK a employé également les Assistants non docteurs qui représentent 19,4% du corps enseignant (voir tableau 20 en annexe).

### 3. Renforcement des capacités

Cette partie analyse la contribution du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP) au renforcement des capacités des salariés et au financement des activités économiques des entreprises.

Au premier semestre 2016, l'appui financier du FNAFPP a permis d'assurer la formation de 643 salariés dont 110 femmes, soit 17,1%. Les salariés du secteur privé ont plus bénéficié du financement du FNAFPP comparés à ceux du public et du parapublic. En effet, 68,1% des salariés formés sont du secteur privé, contre 29,4% du parapublic et seulement 2,5% du public.

# **CHAPITRE 4 : Relations de travail et Sécurité sociale**



Ce chapitre analyse les informations fournies par la Direction générale du travail (DGT) au cours du premier semestre 2016. Les données relatives à la sécurité sociale n'étaient pas disponibles.

### Informations recueillies à la DGT

- **Inspecteurs du travail recrutés**

Pour assurer le contrôle de l'application des dispositions légales et réglementaires en matière de travail, la direction générale du travail dispose des inspecteurs du travail et des lois sociales et d'un médecin inspecteur du travail.

Au 31 décembre 2015, on dénombrait 59 inspecteurs du travail et des lois sociales dont 16 femmes.

**Tableau 7 : Répartition des inspecteurs du travail et des lois sociales enregistrés au 31 décembre 2015 par région et par sexe**

Régions	Hommes	Femmes	Ensemble
Lomé commune	08	14	22
Maritime	06	00	06
Plateaux	07	01	08
Centrale	07	01	08
Kara	09	00	09
Savanes	06	00	06
<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>16</b>	<b>59</b>

Source : DGT, calculs DOE

Lomé Commune a le plus grand effectif d'inspecteurs (22) avec également une supériorité numérique de femmes (14). Le plus petit effectif (6) est enregistré dans chacune des régions Maritime et des Savanes.

Le seul médecin inspecteur du travail est de sexe masculin et est à Lomé commune.

- **Contrats de travail visés**

La DGT a visé 4 412 contrats de travail des nationaux entre janvier et juin 2016 dont 3 190 contrats à durée déterminée (CDD). Lomé commune a compté le plus grand nombre de contrats de travail visés (3 437) contrairement à la région des Savanes où il est dénombré 54 contrats de travail visés.

**Tableau 8 : Répartition des contrats de travail visés par région de janvier à juin 2016**

Régions	Contrat à durée déterminée	Contrat à durée indéterminée	Total
<b>Lomé commune</b>	2 596	841	3 437
<b>Maritime</b>	187	88	275
<b>Plateaux</b>	281	38	319
<b>Centrale</b>	48	92	140
<b>Kara</b>	38	199	237
<b>Savanes</b>	40	14	54
<b>Total</b>	<b>3 190</b>	<b>1 222</b>	<b>4 412</b>

Source : DGT, calculs DOE

Concernant les contrats de travail des expatriés visés, la majorité relève des immigrés des pays de la CEDEAO. En effet, sur 76 contrats de travail des expatriés visés par la DGT, plus de la moitié (55%) provient des pays de la CEDEAO contre 8% en provenance des autres pays d’Afrique. Pour le reste du monde, seuls les contrats de travail visés des immigrés européens (30,3%) et asiatiques (6,6%) ont été enregistrés.

**Tableau 9: Répartition des contrats de travail d’expatriés visés de janvier à juin 2016 selon la zone de provenance**

Provenance	Nombre de contrats visés
Pays CEDEAO	42
Autres pays d’Afrique	06
Amérique	00
Asie	05
Europe	23
Océanie	00
<b>Total</b>	<b>76</b>

Source : DGT, calculs DOE

- **Différends de travail**

De janvier à juin 2016, la DGT a traité 499 conflits entre employeurs et travailleurs. Près des 2/3 de ces conflits sont enregistrés dans Lomé commune (313). La région Centrale est celle qui a enregistré moins de conflits (12).

**Tableau 10: Situation du traitement de conflits employeurs/travailleurs par région de janvier à juin 2016**

Régions	Nombre de conflits traités
<b>Lomé commune</b>	313
<b>Maritime</b>	62
<b>Plateaux</b>	24
<b>Centrale</b>	12
<b>Kara</b>	53
<b>Savanes</b>	35
<b>Total</b>	<b>499</b>

Source : DGT, calculs DOE

Dans le cadre des conflits entre employeurs/travailleurs, 4 préavis d'arrêt de travail ont été enregistrés dont 2 dans la branche « Activités extractives » et le reste dans celle des « Activités à caractère collectif ou personnel ».

Face aux échecs de certaines négociations syndicales, des grèves ont été observées dans certains secteurs d'activités au cours de la même période. A la date du 30 juin 2016, 8 grèves ont été observées dans le secteur privé. La branche « Activités extractives » est celle qui a plus connu de grèves (3) d'un jour. Seule la branche « Activités de fabrication » a connu une grève de plus de 3 jours.

Les 08 grèves observées sont consécutives aux réclamations de meilleures conditions de vie et de travail.

- **Fermeture d'entreprises et licenciements**

Au premier semestre 2016, le nombre d'entreprises fermées est de 08. Elles sont toutes des entreprises issues du secteur privé. Elles ont été fermées majoritairement pour des motifs économiques (62,5%), de non renouvellement de la convention avec l'Etat (25%) et de changement d'activités (12,5%).

Au cours de la même période, il est dénombré 1 056 agents licenciés dont 155 femmes. La branche d'activités « Activités extractives » a enregistré 429 licenciements représentant le plus grand nombre, soit 40,6%.

**Tableau 11 : Répartition des licenciements enregistrés selon la branche d'activités et le sexe de janvier à juin 2016**

<b>Branche d'activités</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Ensemble</b>
B1- Agriculture, chasse et sylviculture	07	00	07
B2- Pêche, pisciculture, aquaculture	00	00	00
B3- Activités extractives	427	02	429
B4- Activités de fabrication	08	01	09
B5- Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	06	03	09
B6- Construction	62	04	66
B7- Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	49	17	66
B8-Hôtels et restaurants	18	20	38
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	15	00	15
B10-Activités financières	29	41	70
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	31	02	33
B12-Activités d'administration publique	04	00	04
B13-Education	39	03	42
B14-Santé et action sociale	16	06	22
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	60	27	87
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	10	29	39
B17-Activités des organisations extraterritoriales	108	00	108
B18-Sécurité	12	00	12
<b>Total</b>	<b>901</b>	<b>155</b>	<b>1056</b>

Source : DGT, calculs DOE

Sur les 1 056 licenciements recensés au cours de la période, la région Maritime vient en première position avec 41,3% suivie de Lomé commune et de la région Centrale avec un taux de 25% chacune. Le taux de licenciements le plus faible est enregistré dans la région des Savanes (0,8%).

**Tableau 12 : Répartition des licenciements enregistrés par région et par sexe de janvier à juin 2016**

Régions	Hommes	Femmes	Ensemble
Lomé commune	185	78	263
Maritime	435	01	436
Plateaux	32	06	38
Centrale	148	115	263
Kara	30	17	47
Savanes	06	03	09
<b>Total</b>	<b>836</b>	<b>220</b>	<b>1 056</b>

Source : DGT, calculs DOE

Toutes les catégories socioprofessionnelles ont été touchées par le licenciement. Les manœuvres et assimilés sont plus victimes du licenciement (43,1%) tandis que les cadres supérieurs ont été les moins licenciés (1,4%).

**Tableau 13: Répartition des licenciements enregistrés selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe de janvier à juin 2016**

Catégories socio-professionnelles	Hommes	Femmes	Ensemble
Cadre supérieur	14	01	15
Cadre moyen et agent de maîtrise	50	14	64
Employé	368	81	449
Ouvrier	63	10	73
Manœuvre et assimilé	399	56	455
<b>Total</b>	<b>894</b>	<b>162</b>	<b>1 056</b>

Source : DGT, calculs DOE

Le licenciement de personnel observé au cours du premier semestre 2016 est dû à un certain nombre de motifs. Le plus grand nombre de licenciements enregistrés (667) est dû aux motifs économiques. Les licenciements dus à l'invalidité sont les moins enregistrés (05). Par ailleurs, les hommes ont été plus licenciés pour des motifs économiques (624) alors que les femmes l'ont été plus pour autre faute (62).

**Tableau 14: Répartition de licenciements enregistrés selon le motif et le sexe de janvier à juin 2016**

Motifs de licenciement	Hommes	Femmes	Ensemble
Economique	624	43	667
Faute lourde	99	28	127
Autre faute	126	62	188
Invalidité	05	00	05
Autres motifs	50	19	69
<b>Total</b>	<b>904</b>	<b>152</b>	<b>1056</b>

Source : DGT, calculs DOE

- **Négociations syndicales**

Pour éviter la cessation de travail, des négociations syndicales ont été menées.

De janvier à juin 2016, au total 17 négociations syndicales employeurs/travailleurs ont été effectuées. Ces négociations ont eu lieu dans les branches « Activités extractives » (5), « Construction », (5) », « Santé et action sociale » (2), « Agriculture, chasse et sylviculture » (1), « Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques » (1) et « Transports, activités des auxiliaires de transport et communication » (1).

# **CHAPITRE 5 : Indicateurs socioéconomiques**

Le calcul des indicateurs socioéconomiques permet de mesurer aussi bien la richesse que le bien-être de la population d'un pays.

Ce chapitre présente ainsi l'évolution des indicateurs socioéconomiques au cours du premier semestre 2016 à savoir les prix moyens au Kilogramme (Kg) ou au litre (L) de quelques produits essentiels à Lomé, le taux d'inflation mensuel moyen et l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC).

Par ailleurs, il expose également les caractéristiques des entreprises enregistrées au Centre de formalités des entreprises (CFE).

### **1. Prix moyens des produits de première nécessité**

Au cours du semestre, en dehors du gaz butane dont le prix moyen n'a pas évolué, ceux des produits pétroliers et du charbon de bois ont connu une baisse.

En effet, le prix du carburant Essence « super » et celui du Gaz oil à la pompe ont connu leur plus grande baisse respectivement de 68 F et 110 F entre janvier et juin. Pour le charbon de bois, la baisse significative a été enregistrée en mars.

Pour le prix moyen de viande de bœuf avec os, il est enregistré dans un premier temps, une baisse de 33 F entre janvier et avril et dans un second temps, une hausse de 50 F entre avril et mai. En fin juin, le prix moyen de la viande de bœuf avec os s'est retrouvé à 2 242 F soit une baisse de 8 F. Ce niveau de prix a dépassé celui de janvier. Les poissons, notamment le chinchard frais et fumé, ont, durant tout le semestre, connu une baisse de leur prix moyen.

En janvier, le prix moyen du maïs séché en grains crus vendu au grand bol a connu d'abord une baisse jusqu'en avril (22 F) puis une hausse jusqu'en juin (61 F). Ceux du riz importé longs grains vendus au petit bol et de l'huile végétale (Nioto) ont connu une baisse entre janvier et mars respectivement de 6 F et 38 F avant de connaître une phase de hausse de 54 F et 25 F respectivement jusqu'en juin.

Par ailleurs, le prix moyen de l'huile de palme, au cours de tout le semestre excepté juin, a varié à la hausse. En effet, évalué à 867 F le litre en janvier, ce prix a connu chaque mois une hausse pour se stabiliser à 1 000F le litre à partir de mai.

Les prix moyens des autres produits ont également connu des évolutions diverses.

**Tableau 15 : Evolution des prix moyens de certains biens essentiels de Janvier à juin 2016 à Lomé (en FCFA)**

Désignation des produits	Unité	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16
<b>Maïs séché en grains crus vendu au grand bol</b>	Kg	230	211	208	208	233	269
<b>Mil en grains crus vendu au petit bol</b>	Kg	311	294	299	297	305	287
<b>Riz importé brisé vendu au petit bol</b>	Kg	420	518		524	523	512
<b>Riz importé longs grains vendu au petit bol</b>	Kg	481	470	475	485	510	500
<b>Viande de boeuf avec os au kg</b>	Kg	2 233	2 150	2 166	2 200	2 250	2 242
<b>Chinchard frais (Akpala moumou)</b>	Kg	1 525	1 424	1 487	1 423	1 408	1 431
<b>Akpala fumé (Chinchard)</b>	Kg	2 306	2 255	2 053	2 286	2 233	2 160
<b>Huile de palme traditionnelle (Zomi)</b>	L	867	950	966	967	1 000	1 000
<b>Huile végétale (Nioto)</b>	L	742	717	704	704	775	758
<b>Tomates rondes (Pomme)</b>	Kg	568	383	550	864	1 250	1 295
<b>Igname</b>	Kg	510	326	365	416	491	573
<b>Farine de manioc (Gari)</b>	Kg	382	328	609	399	570	528
<b>Haricots blancs secs</b>	Kg	472	446	461	449	463	450
<b>Haricots rouges secs</b>	Kg	481	497	482	483	492	493
<b>Charbon de bois</b>	Kg	164	130	120	129	124	134
<b>Essence 'SUPER' dans les stations services administrés</b>	L	520	520	514	489	467	452
<b>Gas-oil ordinaire dans les stations services administrés</b>	L	565	565	560	538	504	455
<b>Gaz butane ou propane, 12 kg</b>	12,5 kg	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500
<b>Gaz butane ou propane, 6 kg</b>	6 kg	3 120	3 120	3 120	3 120	3 120	3 120

Source : INSEED, calculs DOE

## 2. Taux d'inflation mensuel

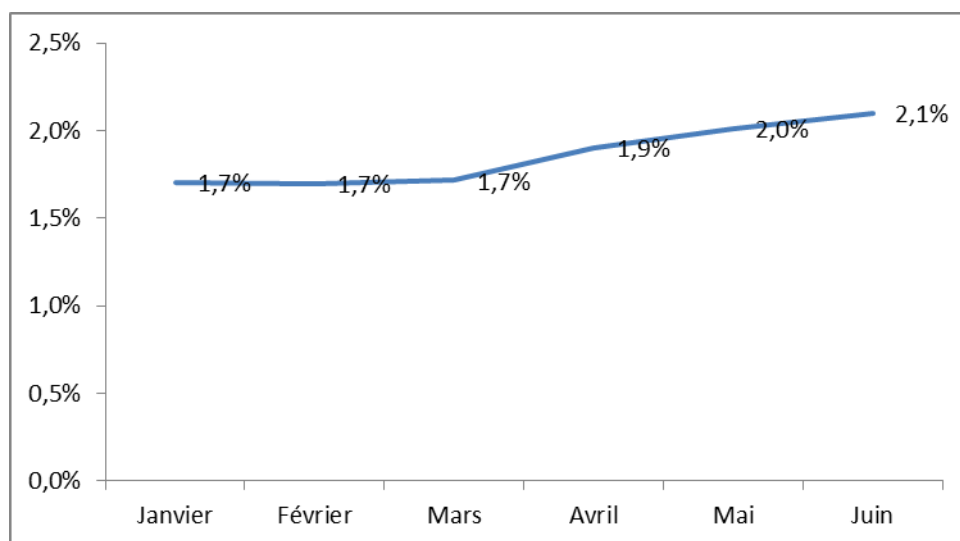
Au cours du semestre, le taux d'inflation, un indicateur qui révèle le niveau général des prix, a connu une évolution.

Au cours des trois premiers mois, ce taux, est marqué par une première phase de stabilité, estimé à 1,7%. A partir du mois d'avril, ce taux a connu une hausse pour s'établir à 2,1% en fin juin.

Il faut rappeler que depuis 2012, le Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) est de 35 000 FCFA au Togo.



**Graphique 12 : Evolution du taux d'inflation de janvier à juin 2016**



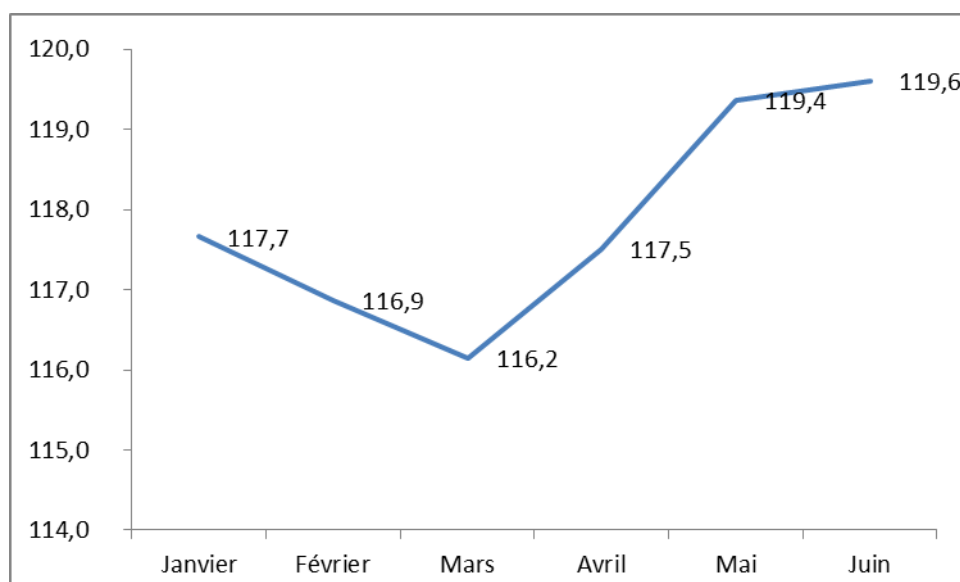
**Source :** INSEED, calculs DOE

### **3. Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)**

L'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est calculé dans les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) pour déterminer et suivre le niveau moyen de prix des biens et services consommés par les ménages et le pouvoir d'achat de chaque Etat membre.

L'IHPC au Togo a diminué de manière générale entre janvier et mars 2016 passant de 117,7 à 116,2. Entre mars et juin, l'indice a connu une hausse passant de 116,2 à 119,6.

**Graphique 13 : Evolution de l'IHPC de janvier à juin 2016**



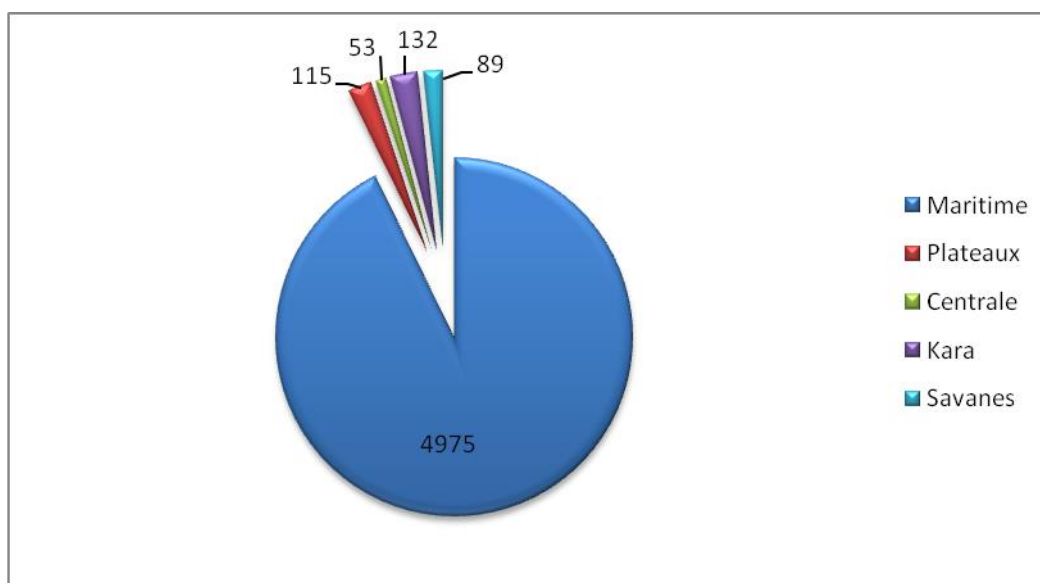
**Source :** INSEED, calculs DOE

#### 4. Création d'entreprises

Au cours du premier semestre de 2016, le Centre de formalités des entreprises (CFE) a enregistré la création de 5 364 entreprises dont 22,2% sont à l'initiative des femmes.

La répartition géographique de ces entreprises montre qu'elles sont majoritairement implantées dans la région Maritime (4 975). L'effectif le plus bas (53) est enregistré dans la région Centrale.

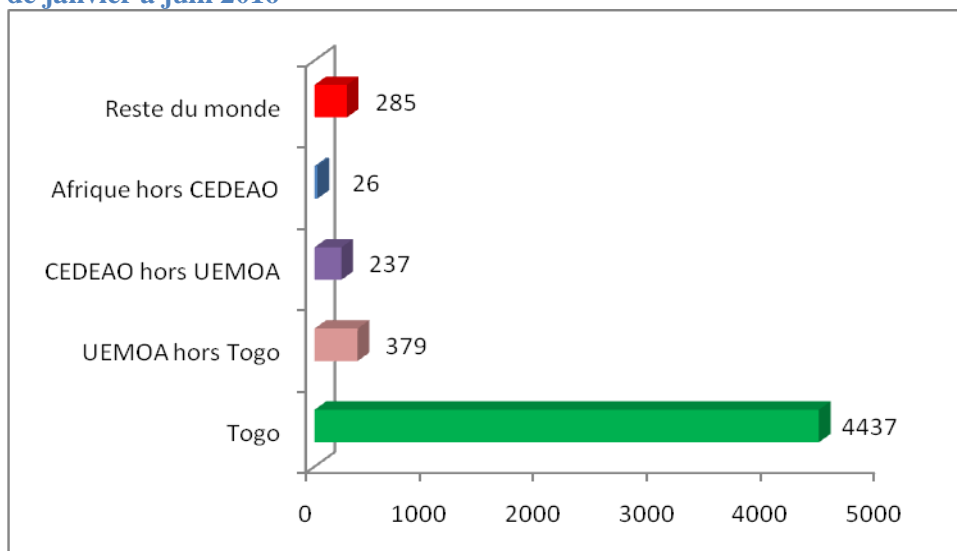
**Graphique 14 : Répartition des entreprises créées de janvier à juin 2016 selon la région d'implantation du siège**



Source : CFE, calculs DOE, 2016

Les promoteurs de ces entreprises proviennent majoritairement du Togo et du reste de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) avec respectivement 4 437 et 379 entreprises créées. Les ressortissants de l'Afrique hors CEDEAO ont moins créé d'entreprises (26).

**Graphique 15 : Répartition des entreprises créées selon l'espace de provenance du promoteur de janvier à juin 2016**



Source : CFE, calculs DOE, 2016

En se référant à la nature juridique des entreprises créées, 08 entreprises sur 10 sont des entreprises individuelles. Les sociétés à responsabilité limitée ou les sociétés à responsabilité unipersonnelle représentent 17,6% des entreprises créées.

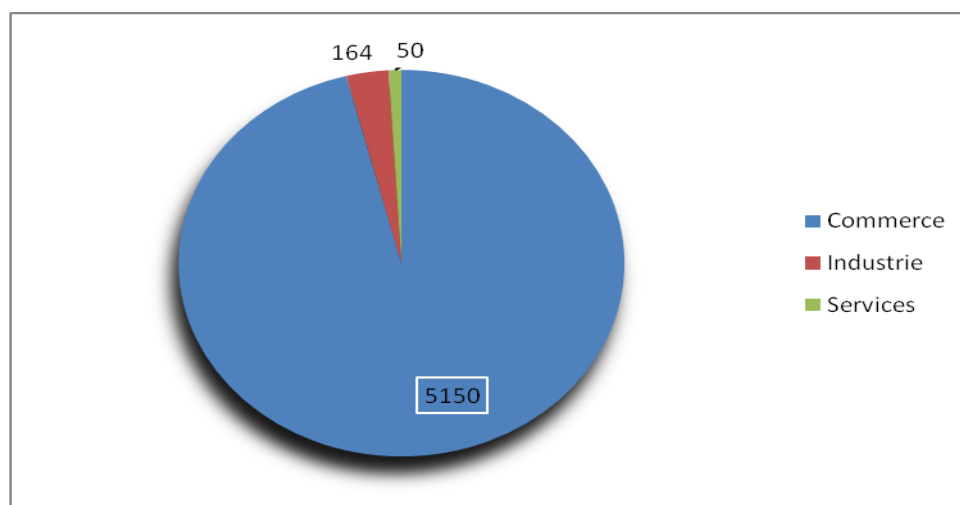
**Graphique 16 : Répartition des entreprises créées selon la forme juridique de janvier à juin 2016**

	Effectif	%
<b>Entreprise Individuelle</b>	<b>4337</b>	<b>80,9</b>
<b>FILIALE</b>	<b>02</b>	<b>0,0</b>
<b>GIE</b>	<b>01</b>	<b>0,0</b>
<b>SARL</b>	<b>481</b>	<b>9,0</b>
<b>SARL U</b>	<b>460</b>	<b>8,6</b>
<b>SAU</b>	<b>12</b>	<b>0,2</b>
<b>SOCIETE ANONYME (SA)</b>	<b>34</b>	<b>0,6</b>
<b>SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE</b>	<b>13</b>	<b>0,2</b>
<b>SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE</b>	<b>01</b>	<b>0,0</b>
<b>SOCIETE PAR ACTION SIMPLIFIEE</b>	<b>09</b>	<b>0,2</b>
<b>SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEES UNIPERSONNELLES</b>	<b>01</b>	<b>0,0</b>
<b>SUCCESSALE</b>	<b>13,0</b>	<b>0,2</b>
<b>Total</b>	<b>5364</b>	<b>100</b>

Source : CFE, calculs DOE, 2016

L'analyse du domaine d'activités des entreprises créées révèle que le domaine commercial est le plus dominant (5 150). Il est également enregistré quelques entreprises du domaine industriel (164) et des services (50).

**Graphique 17 : Répartition des entreprises créées selon le secteur d'activités de janvier à juin 2016**



Source : CFE, calculs DOE, 2016

# **ANNEXES**

**Tableau 16 : Effectif des élèves inscrits dans l'ETFP par région et par sexe au cours de l'année scolaire 2015/2016**

N°	Région	Effectif des inscrits		
		Garçons	Filles	Ensemble
1	Lomé Commune	11 613	11 716	23 329
2	Maritime	1 500	1 260	2 760
3	Plateaux	2 350	1 179	3 529
4	Centrale	3 982	1 245	5 227
5	Kara	3 177	1 603	4 780
6	Savanes	1 717	551	2 268
	<b>Total</b>	<b>24 339</b>	<b>17 554</b>	<b>41 893</b>

Source :METFP

**Tableau 17 : Effectif des élèves de l'ETFP ayant abandonné leur formation par région et par sexe au cours de l'année scolaire 2015/2016**

N°	Région	Effectif des élèves		
		Hommes	Femmes	Ensemble
1	Lomé Commune	1 548	1 398	2 946
2	Maritime	274	186	460
3	Plateaux	360	149	509
4	Centrale	670	136	806
5	Kara	337	176	513
6	Savanes	193	58	251
	<b>Total</b>	<b>3 382</b>	<b>2 103</b>	<b>5 485</b>

Source :METFP

**Tableau 18 : Effectif des élèves de l'ETFP ayant redoublé une classe d'examen final par région et par sexe au cours de l'année scolaire 2015/2016**

N°	Région	Effectif des élèves		
		Hommes	Femmes	Ensemble
1	Lomé Commune	951	1 112	2 063
2	Maritime	86	79	165
3	Plateaux	168	96	264
4	Centrale	123	77	200
5	Kara	159	136	295
6	Savanes	69	43	112
	<b>Total</b>	<b>1 556</b>	<b>1 543</b>	<b>3 099</b>

Source :METFP

**Tableau 19: Nombre d'étudiants inscrits à UK par département et par sexe au cours de l'année académique 2015-2016**

Effectifs	Départements	Hommes	Femmes	Total
Effectifs globaux	FSS	62	12	74
	FaST	646	61	707
	FDSP	2 073	952	3 025
	FaSEG	1 959	563	2 522
	FLESH	6 112	1 947	8 059
	<b>Total</b>	<b>10 852</b>	<b>3 535</b>	<b>14 387</b>
Nouveaux Entrants	FSS	59	11	70
	FaST	296	38	334
	FDSP	509	281	790
	FaSEG	609	188	797
	FLESH	2 123	735	2 858
	<b>Total</b>	<b>3 596</b>	<b>1 253</b>	<b>4 849</b>

Source:UK

**Tableau 20: Nombre de professeurs à UK par grades académiques et par sexe au cours de l'année académique 2015-2016**

N°	Grades académiques	Professeurs		
		Hommes	Femmes	Ensemble
1	Assistants non docteur/Chargé de cours/ATER	20	6	26
2	Docteur/Assistant	48	2	50
3	Maitre-Assistant	35	1	36
4	Maître de conférences	12	2	14
5	Maitre de conférences agrégés	2	0	2
6	Professeurs titulaires	6	0	6
	<b>Total</b>	<b>123</b>	<b>11</b>	<b>134</b>

Source :UK

**Tableau 21 : Nombre de négociations syndicales employeurs/travailleurs effectuées de janvier à juin 2016 selon la branche d'activité**

<b>Branche d'activités</b>	<b>Nombre de négociations</b>
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	1
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	0
B3-Activités extractives	5
B4-Activités de fabrication	0
B5-Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0
B6-Construction	5
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	1
B8-Hôtels et restaurants	0
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	1
B10-Activités financières	0
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	0
B12-Activités d'administration publique	0
B13-Education	0
B14-Santé et action sociale	2
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	0
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	0
B17-Activités des organisations extraterritoriales	0
<b>Total</b>	<b>15</b>

Source : DGT, calculs DOE

**Tableau 22 : Nombre de préavis d'arrêt de travail enregistrés de janvier à juin 2016 selon la branche d'activité**

<b>Branche d'activités</b>	<b>Nombre de préavis d'arrêt de travail</b>
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	0
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	0
B3-Activités extractives	2
B4-Activités de fabrication	0
B5-Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0
B6-Construction	0
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	0
B8-Hôtels et restaurants	0
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	0
B10-Activités financières	0
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	0
B12-Activités d'administration publique	0
B13-Education	0
B14-Santé et action sociale	0
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	2
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	0
B17-Activités des organisations extraterritoriales	0
<b>Total</b>	<b>4</b>

Source : DGT, calculs DOE

**Tableau 23 : Nombre de grèves observées de janvier à juin 2016 selon la branche d'activités et la durée par secteur**

<b>Branche d'activités</b>	<b>Durée de la grève</b>											
	<b>1 jour</b>			<b>2 jours</b>			<b>3 jours</b>			<b>Plus de 3 jours</b>		
	<b>Public</b>	<b>Parapublic</b>	<b>Privé</b>	<b>Public</b>	<b>Parapublic</b>	<b>Privé</b>	<b>Public</b>	<b>Parapublic</b>	<b>Privé</b>	<b>Public</b>	<b>Parapublic</b>	<b>Privé</b>
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B3-Activités extractives	00	00	03	00	00	01	00	00	00	00	00	00
B4-Activités de fabrication	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	01
B5-Production et distribution d'électricité,	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B6-Construction	00	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B8-Hôtels et restaurants	00	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00



B9-Transports, activités des auxiliaires de	00	00	00	00	00	00	00	00	00	01	00	00	00
B10-Activités financières	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B12-Activités d'administration publique	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B13-Education	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B14-Santé et action sociale	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B16-Activités des ménages en tant	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B17-Activités des organisations	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
<b>Total</b>	<b>00</b>	<b>00</b>	<b>05</b>	<b>00</b>	<b>00</b>	<b>01</b>	<b>00</b>	<b>00</b>	<b>00</b>	<b>01</b>	<b>00</b>	<b>00</b>	<b>01</b>

Source : DGT, calculs DOE

**Tableau 24 : Nombre de grèves observées de janvier à juin 2016 selon le motif et la durée par secteur**

Motif de la grève	Durée de la grève											
	1 jour			2 jours			3 jours			Plus de 3 jours		
	Public	Parapublic	Privé	Public	Parapublic	Privé	Public	Parapublic	Privé	Public	Parapublic	Privé
Conditions de travail	00	00	03	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Rémunération	00	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Accord collectif	00	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00
revendication	00	00	00	00	00	01	00	00	03	00	00	01
<b>Total</b>	<b>00</b>	<b>00</b>	<b>05</b>	<b>00</b>	<b>00</b>	<b>01</b>	<b>00</b>	<b>00</b>	<b>03</b>	<b>00</b>	<b>00</b>	<b>01</b>

Source : DGT, calculs DOE